

Quelque peu ralentie pendant la période préélectorale, la vague révolutionnaire qui entraîne aujourd'hui une partie importante de la classe ouvrière polonaise, a de nouveau franchi un obstacle important sur la voie de la démocratie socialiste, en déclenchant une riposte vigoureuse contre la tentative des éléments réactionnaires (staliniens) et centristes de freiner ou de saborder la gestion ouvrière.

Les 11 et 12 février dernier se sont réunies, à Varsovie et à Chrzanow, dans deux importantes usines, l'usine Kasprzak (appareils de radio) et l'usine Fablok (construction de locomotives), des conférences régionales des conseils ouvriers des provinces de Varsovie et de Cracovie. A la deuxième conférence assistaient des délégations des usines les plus importantes de tout le pays.

Dans les deux cas, de nombreux orateurs ont, au cours de discussions passionnées et souvent orageuses, violemment dénoncé le maintien de l'appareil bureaucratique qui continue à saboter l'extension des droits des conseils ouvriers. Ils ont exigé :

1. La convocation d'une conférence nationale des conseils ouvriers qui élirait une direction nationale des conseils et la doterait d'une presse à elle, symbolisant le transfert du pouvoir dans les usines aux conseils et permettant un échange d'expérience qui faciliterait la mise au point du fonctionnement pratique des conseils ;

2. Le transfert des prérogatives des administrations centrales de branches d'industrie à des conférences de conseils d'ouvriers, et la dissolution de ces administrations ;

3. La mise en application immédiate et obligatoire du décret sur les conseils ouvriers dans toutes les entreprises et l'élaboration de nouvelles mesures législatives élargissant considérablement la compétence des conseils.

Deux faits significatifs méritent d'être soulignés. D'abord, le fait que des journaux polonais avaient spontanément pris l'initiative de convoquer la conférence de Chrzanow, rétablissant ainsi cette unité d'action entre les éléments de la gauche intellectuelle et l'avant-garde ouvrière, qui avait fait la victoire de la Révolution d'octobre et qui semblait menacée au cours des derniers mois par une certaine désorientation dans les milieux intellectuels.

Ensuite, les représentants les plus qualifiés de la classe ouvrière n'ont pas hésité à rappeler à l'ordre le Parti et à le placer devant ses responsabilités. Ainsi à la conférence des conseils ouvriers de Varsovie, des délégués ont attiré l'attention de l'auditoire sur le fait que les éléments bureaucratiques qui sabotent l'essor des conseils ouvriers, c'est-à-dire qui sabotent les directives du VIII^e Plénum (d'octobre) du Parti, sont tous des membres du Parti habitant surtout deux quartiers de Varsovie. Ils ont exigé que l'organisation du Parti se mobilise dans ces deux quartiers pour amener à la raison ces éléments bureaucratiques. Ces suggestions ont été approuvées avec enthousiasme par la conférence qui s'est tenue sous le signe des deux mots d'ordre que voici :

— Tout le pouvoir dans les usines aux conseils ouvriers !

— Lutte résolue contre les bureaucrates, sans égards pour les postes qu'ils occupent ni pour les mots d'ordre avec lesquels ils se camouflent.

Dans ce pays sévit contre la population indigène un régime de terreur dépassant littéralement tout ce qui existe à ce sujet dans les pays colonisés.

La montée révolutionnaire dans le monde entier — et plus particulièrement les aspirations des peuples noirs à leur libération — stimulent la résistance des Noirs d'Afrique du sud à l'oppression et à l'exploitation dont ils ont victimes.

L'action victorieuse des nègres de Montgomery dans le sud des Etats-Unis, boycottant les bus pour obtenir la fin de la ségrégation raciale dans ces moyens de transport, a eu son écho à Johannesburg à travers toute l'Atlantique.

Depuis deux mois, environ 60.000 Africains (nègres) boycottent les transports publics, non contre la ségrégation, mais contre les effets de celle-ci : ils protestent contre une augmentation des tarifs qui vient s'ajouter à tout ce qui déjà dégrade leur niveau de vie, très inférieur à celui des blancs.

En raison de ce boycott, certains devaient faire plus de 30 kilomètres par jour. Jusqu'à présent, rien n'a pu entamer la volonté des Noirs d'obtenir satisfaction ; ils ont repoussé un compromis désavantageux suggéré par le commerce local.

Le gouvernement prend des mesures pour parvenir à briser le boycott. Une loi a été votée à la hâte pour retirer aux compagnies leurs licences à titre de châtiment contre les indigènes récalcitrants. Des poursuites et des sanctions doivent frapper ceux qui voudraient mettre à la disposition des boycotteurs des moyens quelconques de transport. Des arrestations ont eu lieu. Mais, au bout de deux mois, le mouvement se poursuit avec une vigueur identique au premier jour.

La situation des partis en Syrie

(Lettre d'un Correspondant du Moyent-Orient)

Les diverses dictatures militaires des dernières années n'avaient aucune trace de progressivité par rapport aux dirigeants précédents, à la différence du régime Nasser en Egypte. Ce n'étaient alors que des rivalités de généraux et de colonels représentant des couches féodo-capitalistes soudoyées par les rivalités entre impérialistes. La fin de la dictature fut provoquée en février 1953 par un véritable soulèvement populaire dans lequel les ouvriers de Damas et ceux d'Alep, où s'exerce une influence communiste, jouèrent un rôle important. Autrement dit, tandis qu'en Egypte le vieux régime fut renversé par une révolte militaire sans participation directe des masses, en Syrie les masses accomplirent cette tâche. Ces différences exercent encore leurs effets dans le caractère différent des deux pays.

La Syrie a une tradition de partis de masse et de mouvement syndical, tandis qu'en Egypte le parlementarisme avait un caractère beaucoup plus factif et les syndicats avaient une activité beaucoup plus limitée. Aujourd'hui, malgré le caractère progressif du régime Nasser, le mouvement ouvrier y est presque inexistant et la création de partis extrêmement difficile.

En Syrie, deux partis exercent une influence décisive sur les masses : le « Parti de la Renaissance socialiste arabe » et le Parti communiste.

Le premier provient de la fusion du Parti de la Renaissance arabe (dirigé par Michel Aflak) et du Parti socialiste arabe (dirigé par Akram Chauranis et Salah el-Bittar).

Michel Aflak était dans les années 1930 un dirigeant du PC syrien, qui en fut exclu pour avoir fait l'éloge du livre de Gide : « Retour de l'URSS ». Il fonda ensuite son parti avec quelques intellectuels de gauche, formulant un programme combinant un socialisme romantique et un nationalisme arabe, en vue de donner lieu à une « renaissance » de la grande période de la culture arabe. Cette organisation cherchait des liens avec les masses, mais n'en possédait pas.

Par contre le parti de Akram Chauranis était né dans la plus importante ville industrielle de Syrie, Alep. Ici aussi on ne peut parler d'un programme socialiste et le chauvinisme arabe y joue un grand rôle ; mais ce qui est positif est qu'il fut le premier qui exprima clairement les deux points les plus importants de la lutte de libération nationale et sociale des Arabes : unité des pays arabes du Proche-Orient et réforme agraire. Il développa ce programme à un moment où le dirigeant du PC syrien, Chaled Bakdash, dans une période où en France les représentants du PCF se trouvaient dans un gouvernement de Gaulle, soumettait à des représentants de toutes les classes syriennes, y compris les propriétaires fonciers, un programme d'unité nationale syrienne (!) et d'armistice entre les classes, demandant aux seigneurs féodaux d'avoir « pitié » des fellahs.

En octobre 1955, le secrétaire du Parti, Salah el-Bittar, a mis en avant le programme suivant : démocratisation de la vie politique, liquidation du régime féodal et capitaliste, réforme agraire, compromis entre le travail et le capital, organisation progressive de la Fédération des Etats arabes, neutralité entre l'Est et l'Ouest, socialisme arabe et non marxiste.

Il y a de l'opportunisme, de la confusion et du chauvinisme ; mais ce parti est un facteur important dans les masses syriennes (ouvriers, petits bourgeois et fellahs). Il ne faut avoir aucune illusion sur ce parti et surtout sur sa direction opportuniste. Mais, tandis que le groupe d'officiers bonapartiste de Nasser peut se retourner à tout moment vers l'impérialisme, n'ayant aucune base de masse organisée et maintenant en prison tous les dirigeants ouvriers, y compris les staliniens, le parti de Chauranis ne pourra pas le faire aussi aisément en raison des masses qui se trouvent derrière lui. En 1947 il avait deux élus au Parlement, en 1955 il en a eu 16.

Le gouvernement conservateur britannique en difficulté

Le gouvernement conservateur de Mac Millan qui a succédé à Eden, à la suite de l'aventure de Suez, subit une série d'échecs électoraux qui montrent que l'opinion publique s'est déplacée en direction des Travailleurs.

Déjà dans trois élections partielles, les voix du candidat conservateur ont diminué et celles du candidat travailliste augmentent. Il n'y a aucun doute qu'en cas d'élections générales dans les conditions présentes le Labour Party l'emporterait avec une majorité de 50 sièges au moins.

Le Labour Party, évidemment, a soulevé la revendication d'élections générales et il ne manquera pas de mener une ardente campagne à ce sujet. Pour le moment, le gouvernement en est réduit à faire la sourde oreille, espérant que, dans quelque temps, lorsqu'il annoncera la fin des restrictions d'essence, il aura une meilleure audience dans l'opinion petite bourgeoise, et pourra rattraper le terrain perdu.

Mais le gouvernement Mac Millan se trouve de plus en plus réduit à des expédients et dans les mois qui viennent, la question des élections générales pourra très difficilement être éludée, sans porter la tension sociale à un niveau rarement atteint en Grande-Bretagne.

NOTRE SERVICE D'EDITION
ET DE LIBRAIRIE VOUS CONSEILLE :

Vient de paraître aux Editions « Présence Africaine » :

Daniel Guérin : « Les Antilles décolonisées », Introduction par Aimé Césaire, « Les Antilles sortiront-elles de leur « ghetto insulaire »? — Prix du volume : 525 francs.

Envoyez vos commandes à

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »
64, rue de Richelieu, Paris-2^e
C.C.P. 6965-68 PARIS